

Reporters Without Borders / Reporters sans frontières

01-25-2012

**Press Freedom Index 2011-2012: Vietnam 172nd / Classement mondial 2011-2012 : le Viet-nâm 172ème**

ENG: <http://en.rsf.org/press-freedom-index-2011-2012,1043.html>

FRA: <http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2011-2012,1043.html>

中文: <http://rsf-chinese.org/spip.php?article642>

## **Insécurité et censure en hausse en Asie**

**L'insécurité et l'impunité demeurent au Pakistan, en Afghanistan et aux Philippines, tandis que le Sri Lanka, le Viêt-nam et la Chine s'enfoncent un peu plus dans la répression**

En 2011, l'insécurité demeure la préoccupation majeure des journalistes en Afghanistan (150e) et au Pakistan (151e), sous la menace permanente des taliban, extrémistes religieux, mouvements séparatistes ou partisans politiques. Avec dix tués, le Pakistan est le pays le plus meurtrier pour la deuxième année consécutive.

Aux Philippines (140e), qui enregistrent une progression logique après une chute en 2010 due au massacre d'Amptuan de novembre 2009, les groupes paramilitaires et les milices privées continuent leurs attaques récurrentes contre les professionnels des médias. Comme le montre l'instruction de la tuerie des 32 journalistes philippins, l'action des autorités reste largement insuffisante.

Bien que d'intensité moindre, l'insécurité des professionnels des médias perdure au Bangladesh (129e) et au Népal (106e) où les journalistes subissent régulièrement les menaces des groupes politiques rivaux et de leurs partisans. Ainsi au Bangladesh, les groupes d'opposition et la ligue Awami au pouvoir se rendent tour à tour responsables de violences et d'entraves à l'encontre de la presse. Par ailleurs, malgré un pluralisme réel de la presse, des lois permettent au gouvernement de maintenir un contrôle excessif sur les médias et Internet. Au Népal, la diminution des violences par les groupes maoïstes dans le Sud et l'efficacité accrue de la justice expliquent la progression relative du pays. Les menaces et les attaques

perpétrées par des politiques et des groupes armés ont cependant continué d'entacher la liberté de la presse tout au long de l'année.

### **En fin de classement : entre autoritarisme et transitions incertaines**

La situation de la liberté de l'information s'est fortement dégradée dans deux pays aux mains de régimes autoritaires.

En 2011, la Chine, première prison du monde pour les journalistes, blogueurs et cyberdissidents, a renforcé censure et propagande, par un contrôle accru d'Internet, et notamment de la blogosphère. Depuis les premiers mouvements de protestations dans les pays arabes et les appels à la démocratie qu'ils ont suscités dans les principales villes chinoises, on assiste à une vague d'arrestations dont on ne voit toujours pas la fin. Dans les régions autonomes du Tibet, de la Mongolie intérieure et du Xinjiang, les protestations des minorités donnent systématiquement lieu à une répression féroce des autorités. À Pékin et à Shanghai, les correspondants internationaux ont été particulièrement visés par les forces de sécurité et travaillent sous la menace perpétuelle de refus d'extension de visas ou d'expulsion. Les autorités ont empêché les journalistes de couvrir la plupart des événements qui nuisent à la stabilité ou donnent une image négative de la Chine.

Le Viêt-nam (172e) semble suivre la voie tracée par Pékin en matière de répression et perd sept places. À l'image de Pham Minh Hoang, condamné à trois ans de prison et trois ans d'assignation à résidence, le 10 août 2011, pour "tentative de renversement du gouvernement", les journalistes engagés et les blogueurs pro-démocratie sont harcelés par les autorités, tandis que la justice continue d'invoquer la sécurité de l'État pour prononcer des peines allant de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Au Sri Lanka (163e), l'emprise du clan Rajapakse pousse les derniers journalistes d'opposition à fuir le pays. Ceux qui restent sont régulièrement victimes de harcèlements et de menaces. Si les violences se font plus rares, l'impunité et la censure officielle des sites d'information indépendants ont supprimé tout pluralisme, et contribuent plus que jamais à l'autocensure de la quasi-totalité des médias.

La Birmanie (169e), dont les premiers signes d'ouverture (amnisties partielles, limitations de la censure préalable) ont pu être observés, reste largement sous le contrôle d'un régime autoritaire, aux mains des anciens officiers de la junte militaire reconvertis en parlementaires civils. Près de 10 journalistes y demeurent emprisonnés.

En Corée du Nord (178e), si l'information circule davantage à travers les frontières, nul ne sait si cette tendance durera sous le règne de Kim Jong-un, fils héritier de Kim Jong-il. La continuation de la dynastie, le poids de l'appareil militaire et la volonté de puissance du régime n'incitent en tout cas pas à l'optimisme.

### **En tête de classement : les traditionnels "bons élèves" à la dérive ?**

Les traditionnels bons élèves n'ont pas brillé en 2011. Avec la chute de la Nouvelle-Zélande à la 13e position, plus aucun pays de l'Asie-Pacifique ne figure parmi les dix premiers du classement.

En 2011, Hong Kong (54e) voit une nette dégradation de la liberté de la presse et dégringole au classement. Interpellations, agressions et pressions ont détérioré les conditions de travail des journalistes d'une manière inédite, illustrant un inquiétant changement de la politique gouvernementale.

En Australie (30e), les médias ont été visés par des enquêtes, des blocages dans l'accès à l'information et des critiques de la part des autorités, tandis qu'au Japon (22e), la couverture du tsunami et de l'accident nucléaire de Fukushima, a donné lieu à des restrictions abusives tout en révélant les limites du pluralisme de la presse.

### **Situations préoccupantes**

En Inde (131e), les journalistes sont confrontés à l'insécurité causée par les conflits endémiques des régions du Chhattisgarh et du Jammu-et-Cachemire. La menace de groupes mafieux opérant dans les principales villes du pays, contribue à leur autocensure. Mais les autorités ne sont pas en reste. En mai 2011, elles ont annoncé de nouvelles régulations, "The Information Technology Rules, 2011", dangereuses pour la liberté d'expression en ligne. Par ailleurs, des reporters étrangers se voient toujours refuser des visas ou même exiger des couvertures positives du pays.

La répression de l'armée indonésienne dans la province de la Papouasie occidentale, où au moins deux journalistes ont été tués en 2011, cinq enlevés et dix-huit agressés, est la principale cause de la chute de l'Indonésie (146e) au classement. Malgré les efforts de la

profession, des tentatives du gouvernement pour reprendre le contrôle des médias et d'Internet et une justice corrompue, sous influence des politiques et des groupes de pression, empêchent le développement d'une presse plus libre.

Entre détentions illégales et intimidations, la Mongolie (100e) et les Maldives (73e) montrent leur fragilité en matière de la liberté de la presse. Un climat d'intolérance religieuse caractérise les Maldives, où les médias sont victimes d'intimidations de la part des autorités et doivent composer avec un ministère des Affaires islamiques qui cherche à imposer la charia aux dépens de la liberté d'expression.

---

Dans le reste du monde :

### **Un classement bouleversé par la répression des mouvements de contestation**

#### **La Syrie, le Bahreïn et le Yémen n'ont jamais été aussi mal classés**

"Les changements ont été nombreux dans la dixième édition du classement de la liberté de la presse. Changements qui reflètent une actualité incroyablement riche, notamment dans le monde arabe. De nombreux médias ont payé cher la couverture des aspirations démocratiques ou des mouvements d'opposition. Le contrôle de l'information reste un enjeu de pouvoir et de survie pour les régimes totalitaires et répressifs. 2011 illustre également le rôle prépondérant joué par les net-citoyens pour la production et la diffusion de l'information », a déclaré Reporters sans frontières, à l'occasion de la publication de son classement mondial de la liberté de la presse, le 25 janvier 2012.

"'Répression' a été le mot de l'année écoulée. Jamais la liberté d'information n'a été autant associée à la démocratie, jamais le travail de journaliste n'a autant gêné les ennemis des libertés. Jamais les actes de censure et les atteintes à l'intégrité physique des journalistes ne semblent avoir été si nombreux. L'équation est simple : l'absence ou la suppression de libertés publiques entraînent mécaniquement celle de la presse. Les dictatures craignent et interdisent l'information, surtout quand elle peut les fragiliser."

"Le trio infernal – composé de l'Érythrée, du Turkménistan et de la Corée du Nord, dictatures absolues où n'existe aucune liberté publique – occupe sans surprise la fin du classement. Il est talonné cette année par la Syrie, l'Iran et la Chine, trois pays qui semblent avoir perdu contact avec la réalité, aspirés qu'ils sont dans une folle spirale de terreur ; mais également le Bahreïn, le Viêt-nam, régimes d'oppression par excellence. D'autres pays, comme l'Ouganda et le Bélarus se sont également enfoncés davantage dans la répression."

"Le classement 2011-2012 voit toujours en tête le même socle de pays – Finlande, Norvège, Pays-Bas, etc. – respectueux des libertés fondamentales, nous rappelant à la fois que l'indépendance de la presse ne peut être préservée que dans les démocraties fortes et que la démocratie se nourrit de la liberté de la presse. Il est à noter l'entrée du Cap-Vert et de la Namibie dans les vingt pays les mieux classés, deux pays africains où aucune entrave au travail des journalistes n'a été recensée en 2011", a ajouté Reporters sans frontières.

## **Les mouvements de contestation**

Le monde arabe a été moteur de l'histoire en 2011 avec un bilan pour l'instant contrasté des évolutions politiques. Aux antipodes, la Tunisie et le Bahreïn. La Tunisie (134e) progresse de 30 places et accouche dans la douleur d'un régime démocratique qui ne donne pas encore une place entière à une presse libre et indépendante. Le Bahreïn (173e) perd 29 places en raison de l'implacable répression des mouvements démocratiques, des procès en série des défenseurs des droits de l'homme, du verrouillage de tout espace de liberté. Si la Libye (154e) a tourné la page de l'ère Kadhafi, le Yémen, en proie à des violences entre l'opposition et les partisans du président Ali Abdallah Saleh, stagne en 171e position. Ces deux pays présentent un futur incertain ; la question de la place accordée à la presse y reste en suspens. Tout comme en Égypte qui perd 39 places (166e) et où les espoirs des démocrates ont été déçus par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis février 2011, qui n'a pas mis fin aux pratiques en vigueur sous la dictature d'Hosni Moubarak. Le pays a par ailleurs connu trois épisodes – en février, novembre et décembre – d'une rare violence à l'égard des journalistes.

Déjà très mal classée en 2010, la Syrie s'enfonce un peu plus dans le classement (176e) : censure absolue, surveillance généralisée, violences aveugles et manipulations du régime ont rendu impossible le travail des journalistes.

Dans d'autres régions du monde, certains mouvements démocratiques ont cherché à s'inspirer de l'exemple arabe mais se sont heurtés à une répression féroce. Le Viêt-nam (172e) a multiplié les arrestations. Le régime chinois (174e), rendu fébrile par des contestations régionales ou locales, par l'impatience de la population face à certains scandales et injustices, a renforcé son système de contrôle de l'information, multiplié les détentions extrajudiciaires, durci la censure du Net. Violences, menaces et interpellations ont explosé en Azerbaïdjan (162e), où le régime autocratique d'Ilham Aliev n'a pas hésité à jeter des net-citoyens en prison, à faire enlever des journalistes d'opposition et à se fermer aux médias étrangers pour imposer le black-out sur la contestation.

L'Ouganda (139e), sous la houlette de son Président, Yoweri Museveni, a lancé une vague de répression sans précédent contre les mouvements d'opposition et la presse indépendante suite aux élections de février 2011. De même, le Chili (80e) perd 47 places en raison des

nombreuses atteintes à la liberté d'informer, très souvent commises par les forces de l'ordre, constatées dans le contexte des protestations étudiantes. Les États-Unis (47e) doivent également leur chute (-27 places) aux nombreuses arrestations de journalistes couvrant les cortèges d'Occupy Wall Street.

### **Plusieurs pays européens décrochent du reste du continent**

Le classement accentue le décrochage de certains pays européens avec le reste du continent. La répression de la contestation à la réélection du président Loukachenko vaut au Bélarus de perdre 14 places (168e). À l'heure où elle s'affiche comme un modèle régional, la Turquie (148e, -10 places) opère un grand retour en arrière. Loin des réformes promises, la justice a lancé des rafles de journalistes d'une ampleur inédite depuis le régime militaire.

Au sein de l'Union européenne, le classement traduit une certaine stagnation de la situation, toujours marquée par une coupure nette entre les pays traditionnellement bien notés (Finlande, Pays-Bas) et ceux comme la Bulgarie (80e), la Grèce (70e) et l'Italie (61e) qui ne résolvent pas leurs problèmes d'atteintes de liberté de la presse, essentiellement par absence de volonté politique en la matière. La France, elle, progresse peu, passant de la 44e à la 38e place. Tout comme l'Espagne (39e) et la Roumanie (47e). La liberté de la presse est plus que jamais un défi à relever dans la péninsule balkanique, prise entre le désir d'intégration européenne et les effets délétères de la crise économique.

### **La pérennisation de la violence**

Plusieurs pays sont marqués par une culture de la violence à l'égard de la presse qui s'est durablement implantée. Il sera difficile d'inverser la tendance sans une lutte efficace contre l'impunité. Le Mexique et le Honduras figurent respectivement à la 149e et 135e position. Le Pakistan (151e) est pour la deuxième année consécutive le pays le plus meurtrier pour les journalistes. La Somalie (164e), en guerre depuis une vingtaine d'années, ne laisse entrevoir aucune issue à une situation de chaos où les journalistes paient un lourd tribut.

En Iran (175e), la répression et l'humiliation des journalistes ont été érigées depuis de nombreuses années en culture politique du pouvoir. Le régime se nourrit de la répression des médias. L'Irak (152e) perd 22 places et se rapproche de façon inquiétante de sa position de 2008 (158e).

## Des variations notables

Le Soudan du Sud, jeune nation qui fait face à de nombreux défis, fait son entrée dans le classement à une position honorable (111e) pour cette émanation d'un des pays les plus mal classés, le Soudan (170e). La Birmanie (169e) est légèrement mieux notée que les années précédentes, suite aux changements politiques survenus ces derniers mois et qui suscitent quelques espoirs, toutefois à confirmer. Le Niger (29e) enregistre la plus grosse progression dans le classement avec 75 places gagnées grâce à une transition politique réussie.

C'est également sur le continent africain qu'on comptabilise les chutes les plus importantes : Djibouti, discrète petite dictature de la corne de l'Afrique, perd 49 places (159e). Le Malawi (146e) perd 67 places en raison de la dérive totalitaire de son Président, Bingu Wa Mutharika. Cité plus haut, l'Ouganda (139e) perd 43 places. Enfin, la Côte d'Ivoire chute de 41 places (159e) en raison du conflit entre les camps de Laurent Gbagbo et d'Alassane Ouattara qui a durement touché la presse.

En Amérique latine, la chute la plus sensible concerne le Brésil (99e, -41 places), en raison d'une insécurité élevée qui s'est notamment traduite par la mort tragique de trois journalistes et blogueurs.

--

Benjamin Ismaïl  
Head of Asia-Pacific Desk  
Reporters Without Borders  
Paris - France  
[+33 1 44 83 84 70](tel:+33144838470)

Twitter: [@RSFAsiaPacific](#), [@RSF\\_Asia](#) (中文)  
Facebook : [facebook.com/reporterswithoutborders](https://facebook.com/reporterswithoutborders)  
Skype: rsfasia  
Website: <http://en.rsf.org/asia,2.html>